

Avril 2010

OÙ EN EST LA DROITE ? LA GRANDE- BRETAGNE

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

David HANLEY

fondapol
FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

www.fondapol.org

OÙ EN EST LA DROITE ? LA GRANDE-BRETAGNE

David HANLEY

Traduction de l'anglais : David REYNIÉ

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire
Vice-président : Charles Beigbeder
Directeur général : Dominique Reynié

La présente note est publiée dans le cadre de la série
« Valeurs », animée par Dominique Reynié.

La série « Croissance économique » est animée par Mathieu Laine.
La série « Écologie » est animée par Charles Beigbeder.

OÙ EN EST LA DROITE ? LA GRANDE-BRETAGNE

David HANLEY

Professeur émérite d'études européennes à l'université de Cardiff (Pays de Galles)

Contrairement aux usages en cours dans la plupart des États d'Europe continentale, les termes « gauche » et « droite » sont rarement utilisés dans le langage politique britannique. Cela ne signifie pas qu'une telle différenciation, présente dans tous les pays développés, n'existe pas au Royaume-Uni, mais les Britanniques utilisent d'autres dénominations qui font référence à l'opposition entre conservateurs (ou *tories*¹) et travaillistes. En d'autres termes, la distinction droite-gauche (parfois perçue comme opposition entre « ordre » et « mouvement ») est incarnée par les institutions que constituent les deux grands partis politiques. Il n'existe pas de véritable tradition consistant à théoriser la nature de la droite indépendamment des forces dans lesquelles elle trouve son expression ; une approche semblable à celle de René Rémond, qui postule l'existence d'au moins trois traditions distinctes au sein de la droite française, ne trouve pas de réel équivalent en Grande-Bretagne². Tout au plus peut-on parler d'un certain nombre de variantes du conservatisme, mais toutes perçues alors comme faisant partie d'une seule et même tradition politique.

Selon la typologie des partis modernes développée par Stein Rokkan, le modèle britannique « deux classes-deux partis » pose le principe d'un antagonisme entre la classe des possédants (expression à comprendre ici dans un sens très large) et celle des non-possédants³. En Grande-Bretagne,

1. Le terme *tory* possédait à l'origine un sens péjoratif. Utilisé par les libéraux (ou *whigs*) pour désigner leurs rivaux conservateurs, il faisait référence à un groupe de bandits irlandais. Avec le temps, l'expression a perdu son sens dépréciatif pour devenir simple synonyme de « conservateur ». Cependant, certains analystes ont tendance à utiliser le terme *tory* pour désigner la branche réformiste du conservatisme (cf. *infra*).
2. R. Rémond, *La Droite en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1964 ; *Les Droites aujourd'hui*, Paris, Louis Audibert, 2005.
3. S. Lipset et S. Rokkan (éd.), *Party Systems and Voter Alignments. Cross National Perspectives*, New York, Free Press, 1967 ; P. Webb et J. Fisher, « The Changing British Party System: Two-Party Equilibrium or the Emergence of Moderate Pluralism? », in D. Broughton et M. Donovan (éd.), *Changing Party Systems in Western Europe*, Londres, Pinter, 1999, p. 8-29.

ce clivage socio-économique est le plus important; droite et gauche, conservateurs et travaillistes, sont définis en référence à cette opposition. Les autres grands clivages communs aux sociétés modernes, comme la rivalité entre l'Église et l'État ou le conflit entre le centre et la périphérie, trouvent leur expression dans cette opposition originelle. Ce clivage est le *fons et origo* du système des partis britannique.

Une fois ce point établi, il nous est possible d'effectuer une seconde clarification. Elle concerne la position de la tradition britannique libérale sur l'échiquier politique. Bien que dépouillée aujourd'hui de sa puissance historique, cette tradition, portée par le parti libéral-démocrate, rassemble 20% des votants. Alors que dans nombre d'États européens (Benelux, Allemagne), les libéraux sont perçus comme étant clairement rattachés à la droite, leurs homologues britanniques sont considérés comme faisant partie de la gauche. Héritiers des whigs (incarnant traditionnellement le mouvement réformiste), les libéraux britanniques des XIX^e et XX^e siècles ont été le « parti du mouvement », soutenant les réformes parlementaires et électorales, ainsi que l'extension des libertés individuelles. Plus tard, les sociaux-libéraux, tel Lloyd George, ont orchestré des réformes destinées à construire un État-providence (logement, pensions...). Ce sont ces politiques qui ont rattaché les libéraux à la gauche. Historiquement, le parti libéral-démocrate a été le parti dominant de la gauche, jusqu'à ce qu'il soit rattrapé puis marginalisé par le parti travailliste dans les années 1920. Certains conservateurs modernes, à l'instar de Margaret Thatcher, ont certes pu utiliser des théories économiques libérales pour leurs propres objectifs politiques, mais cela n'avait rien à voir avec le libéralisme en tant que force politique organisée, et toute confusion en ce sens doit être dissipée.

La droite britannique est depuis très longtemps largement dominée par le parti conservateur. Elle s'oppose à une gauche plus divisée, dans laquelle la prééminence des travaillistes est modérée par la position non négligeable des libéraux. Pour obtenir la place qu'ils occupent aujourd'hui, les conservateurs ont dû mener d'âpres compétitions à différents moments de leur histoire. Ces luttes ont parfois été internes au parti (cf. *infra*), mais désormais, la menace provient surtout de la concurrence des autres partis de droite que sont l'United Kingdom Independence Party (UKIP, « Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni ») et le British National Party (BNP, « Parti national britannique »), que nous évoquerons par la suite. Mais ces rivalités ont été surmontées par le parti conservateur et il n'y a aucune raison de penser que ces concurrents actuels empièteront sur l'électorat de droite dans les années à venir.

Afin de mieux comprendre cette hégémonie conservatrice, il nous faut revenir aux origines du parlementarisme moderne, lorsque les partis ont commencé à s'imposer comme de fortes entités politiques. Auparavant, le gouvernement résultait d'un brassage d'ingérences monarchiques et d'alliances précaires entre groupes de notables.

LES ORIGINES DU CONSERVATISME BRITANNIQUE

Les Parlements du XVIII^e siècle sont le parfait exemple des régimes de notables classiquement décrits par Maurice Duverger : des aristocrates locaux, élus par un corps électoral très restreint, dans des circonstances d'extrême corruption. Organisés en groupes précaires et divisés, ces hommes soutiennent un gouvernement en échange de privilèges et de faveurs⁴. Parmi eux, les tories (précurseurs des conservateurs) se posent en défenseurs d'un pouvoir royal fort et de l'aristocratie foncière, par opposition aux whigs (ancêtres des libéraux), qui militent en faveur d'un Parlement fort et luttent contre l'absolutisme royal. Le groupe politique des tories est né à la suite de la Glorieuse Révolution de 1688, qui a posé les bases du régime parlementaire en Grande-Bretagne. Mais ce n'est qu'à partir de 1789, sous le gouvernement de William Pitt, que les tories s'organisent en entité politique stable. Pendant la période de tension liée aux révolutions française et américaine, ils soutiennent la répression des idées et des organisations révolutionnaires, et protègent la propriété foncière des possédants.

Au cours des années 1830, l'industrialisation connaît un formidable essor et plus de 40 % de la population active se retrouve alors employée dans l'industrie ou dans l'exploitation minière, la plupart du temps dans des conditions extrêmement difficiles. Un tel prolétariat représente une menace pour la stabilité des classes sociales dominantes. L'une des façons de réduire ce danger consiste à fournir à la population de la nourriture à bas prix, mais une telle mesure implique nécessairement un fort abaissement des droits de douane sur les importations de denrées alimentaires. Or cette ouverture du marché va clairement contre les intérêts des propriétaires fonciers britanniques qui bénéficiaient jusqu'alors d'une position économique confortable. Malgré cela, le Premier Ministre conservateur Robert Peel choisit de supprimer d'importantes taxes

4. Sur les débuts de l'organisation partisane britannique, voir F. O'Gorman, *The Emergence of the British Two-Party System, 1760-1832*, Londres, Arnold, 1982 ; R. Blake, *The Conservative Party from Peel to Thatcher*, Londres, Fontana, 1972.

douanières (notamment sur le blé) et instaure ainsi le libre-échange sur les marchandises industrielles. En d'autres termes, il rejoint le camp des propriétaires industriels et abandonne celui des propriétaires fonciers. Cette opération entraîne une division au sein des Tories : les partisans de Robert Peel se rapprochent des whigs et de leur politique libérale, alors que les dissidents se regroupent derrière Benjamin Disraeli. Finalement, la tendance réformiste du conservatisme triomphe, mais au prix d'un fort affaiblissement du parti.

Une vingtaine d'années plus tard, Benjamin Disraeli, alors convaincu que des orientations plus sociales étaient bel et bien indispensables aux intérêts électoraux des conservateurs, mène en tant que Premier Ministre une politique réformiste. Il élargit le corps électoral et fait voter de nombreuses lois sociales (logement, droit des travailleurs...). Il coopte également des membres du prolétariat qu'il rallie à la cause conservatrice. Ces mesures font du parti conservateur la force politique dominante, position qu'il conservera jusqu'au milieu du XX^e siècle et qui ne sera interrompue que par de brefs interludes travaillistes et libéraux (avant 1914 et après la Seconde Guerre mondiale). C'est ainsi que le siècle dernier a pu très justement être surnommé le « siècle des conservateurs ». Avec des leaders pragmatiques comme Baldwin, Churchill ou Macmillan, les conservateurs semblent exceller dans la compétence gouvernementale. Mais, après 1945, cette hégémonie devient beaucoup plus fragile. La défaite cuisante des conservateurs face au parti travailliste lors des élections de 1945 est un événement marquant et inattendu. Comprenant alors que les Britanniques souhaitent la construction d'un véritable État-providence, les conservateurs s'adaptent à cette demande en donnant à leur politique une tendance plus sociale. L'emploi devient alors une question prioritaire et la société est prise en charge par des services publics offrant un large éventail de mesures sociales en matière de logement, de santé et d'éducation. De même, les conservateurs soutiennent alors un modèle économique mixte, équilibre entre économie de marché et économie planifiée, avec une forte participation des syndicats. Cette politique hybride est contraire au conservatisme traditionnel⁵, mais elle fait l'objet d'un large consensus entre les grands partis jusqu'à la fin des années 1960.

Cette période de consensualisme est aussi la phase la plus proeuropéenne du parti conservateur. Churchill avait bien parlé des « États-Unis

5. L'acceptation de ces nouvelles orientations était loin d'être universelle ; voir E. H. H. Green, *Ideologies of Conservatism. Conservative Political Thought in the Twentieth Century*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

d'Europe », mais il avait également affirmé que le Royaume-Uni ne pourrait en faire partie en raison de sa loyauté au bloc américain. Quelques années plus tard, un groupe de politiciens organisés autour d'Edward Heath défend une vision différente des relations entre son pays et le continent. Appartenant tous à la génération qui a combattu lors de la Seconde Guerre mondiale, ces hommes sont attachés à la vision de l'Europe défendue par Jean Monnet et Robert Schuman : une entité politique solide qui éliminerait les conflits entre États voisins et mettrait fin à leurs rivalités historiques. La plupart des conservateurs proeuropéens sont surtout séduits par l'aspect économique d'une telle union européenne et ne voient guère d'autre choix pour le Royaume-Uni que de faire partie de la Communauté économique européenne (CEE). Mais les partisans d'Edward Heath accordent également beaucoup d'importance à la portée politique de cette union (Heath, en particulier, était très attiré par la démocratie chrétienne européenne⁶). Ils croient aussi en un modèle économique mixte et soutiennent la construction d'un État-providence, une position proche de celle du parti au lendemain de la guerre.

Lorsque, en 1964, les conservateurs perdent les élections face aux travaillistes de Harold Wilson, Heath prend la tête du parti. Il tente alors immédiatement de pousser les conservateurs dans une voie proeuropéenne. En 1970, il remporte une victoire inattendue et en profite pour développer des relations avec le président de la République française Georges Pompidou. Grâce à ce dernier, l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE devient possible (le général de Gaulle y avait toujours apposé son veto). En matière de politique étrangère et de sécurité, Heath semble également vouloir remettre en question la tradition atlantiste au profit d'une approche plus européenne. Cette période est l'apogée de sa carrière politique et du sentiment proeuropéen au sein des conservateurs. Cependant, les difficultés en matière de politique intérieure mettent fin à son gouvernement et entraînent une réorientation des positions du parti.

Heath, préoccupé par la faiblesse persistante de l'économie britannique, se tourne alors vers un néolibéralisme agressif, défiant le modèle mixte soutenu jusqu'alors. Sa politique fait face à une grande résistance des syndicats, entraînant notamment une grève massive des mineurs en 1972. A la suite de cette forte opposition, Heath est contraint de

6. En 1965, Heath tente de faire adhérer le parti conservateur à l'Internationale démocrate-chrétienne, mais cette adhésion lui est refusée en raison du caractère non confessionnel du parti et, argument plus déterminant, du manque d'enthousiasme des conservateurs envers le projet européen. Voir C. Dechert, « The Christian Democrat "International" », in *Orbis*, XI, 1, 1970, p. 106-27.

retourner vers un type de gouvernement plus consensuel⁷. Mais, en 1974, une seconde grève des mineurs provoque d'importantes coupures de courant et la paralysie de l'industrie. Ce nouveau mouvement social pousse Heath à convoquer des élections législatives anticipées, qu'il perd de peu au profit du travailliste Harold Wilson. Il est alors écarté de la direction de son parti au profit d'un nouveau leader : Margaret Thatcher.

Le thatchérisme est une réaction aux difficultés grandissantes rencontrées par l'économie britannique : faible croissance, forte inflation, inefficacité des entreprises publiques (automobile, acier) et nombreuses grèves. La Grande-Bretagne semble avoir besoin d'une réorganisation néolibérale, et c'est le conservateur Keith Joseph qui se charge de mettre au point les réformes : il s'agit de privatiser l'industrie et les services, d'assouplir la réglementation et de briser les syndicats. L'élément clé de cette politique est le monétarisme (tel que défendu par l'économiste Milton Friedman), la restriction de la quantité de monnaie étant considérée comme la meilleure solution face à l'inflation. Mais pour prendre de telles mesures après des années de politique consensuelle, il était indispensable que le parti soit dirigé par un leader aux fortes convictions, et doté d'un grand talent en matière de communication. Ces compétences, Margaret Thatcher les possède, et elle va également les exploiter sur la scène politique européenne.

Son accession au gouvernement en 1979 coïncide avec la fin de la période transitoire d'adhésion à la Communauté économique européenne. En d'autres termes, le Royaume-Uni allait devoir désormais participer au financement de la CEE au même titre que les autres États membres. Mais Thatcher entend conserver le régime dérogatoire dont bénéficie son pays et après de rudes négociations obtient finalement gain de cause. Malgré cette apparente opposition à l'Europe, Thatcher n'est probablement pas aussi eurosceptique que ne le sont de nombreux membres du parti aujourd'hui⁸. En 1982, la guerre des Malouines, qui – ironie du sort – précipite le retour à la démocratie en Argentine, la conforte dans son style dur et affirmé. La droite sait alors exploiter parfaitement en politique intérieure ce fait d'armes international afin de soigner son image aux yeux des Britanniques.

Margaret Thatcher accélère alors le processus de privatisation. Elle lance une grande offensive contre les syndicats, particulièrement dans les

7. Sur la politique économique de cette période, voir A. Gamble, *Britain in Decline*, Londres, Macmillan, 1981.

8. S. Wall, *A Stranger in Europe. Britain and the EU from Thatcher to Blair*, Oxford, Oxford University Press, 2008

domaines en déclin, ceux de l'exploitation minière et de l'acier. Réduisant de plus en plus leurs prérogatives, elle provoque un conflit majeur en 1984-1985 en faisant fermer plusieurs mines. Tous les moyens à la disposition de l'État sont déployés pour écraser les mineurs, forcés de reprendre le travail sans avoir obtenu aucune concession. Cette victoire du Premier Ministre précipite le déclin de l'industrie britannique, un problème de faible importance aux yeux de Margaret Thatcher, qui considère que l'avenir de la Grande-Bretagne repose avant tout sur la finance et les services. Et afin d'accélérer le processus de tertiarisation, elle dérègle massivement l'économie : en 1970, plus de 70 % des actifs étaient employés dans l'industrie, ce taux atteint à peine 12 % aujourd'hui. Thatcher a également été un allié majeur de Jacques Delors dans la réalisation de l'Acte unique européen, ouvrant la porte à la globalisation.

Lorsque les conservateurs la relèvent de ses fonctions en 1990, à la suite d'une chute de popularité désastreuse, elle laisse derrière elle un parti très éloigné des idées consensualistes et proeuropéennes de Heath, et beaucoup plus attaché à une politique néolibérale⁹. En 1992, son successeur John Major remporte une victoire inattendue face à un parti travailliste revigoré, mais il est tenu en échec par la récession économique et les divisions croissantes sur la question européenne. Sa défaite logique en 1997 laisse les conservateurs dans l'opposition face aux nouveaux travaillistes triomphants de Tony Blair. Ils le sont toujours treize ans plus tard.

Durant toutes ces années, les conservateurs ont paru dépourvus de leadership et de politique convaincante¹⁰. En huit ans, ils ont changé quatre fois de leader. Aujourd'hui cependant, ils sont donnés favoris pour les élections de mai 2010. Il est cependant difficile de savoir si, malgré les talents du leader David Cameron en matière de communication, cette position révèle une réelle renaissance du parti conservateur ou si elle témoigne de l'usure du gouvernement travailliste actuel.

EXISTE-T-IL UNE IDÉOLOGIE CONSERVATRICE ?

Les conservateurs ont toujours été prudents quant à la théorie, préférant assimiler leur idéologie au sens commun ou au pragmatisme. C'est davantage à travers les différentes idées et politiques développées par les

9. Ce conflit interne au parti est souvent décrit comme s'étant déroulé entre les *dries* (les « secs », les thatchériens) et les *wets* (les « humides », les conservateurs aux aspirations réformistes comme James Prior, Ian Gilmour ou Francis Pym), qui ont été progressivement marginalisés.

10. Sur la politique intérieure du parti, voir Philip Norton, « The Conservative party: is there anyone out there? », in A. King (éd.), *Britain at the Polls*, 2001, Londres, Chatham House, p. 68-94.

conservateurs au fil du temps que l'on peut distinguer une base idéologique constante¹¹.

Le désir de préserver l'ordre établi constitue le fondement de la pensée conservatrice. Les évolutions, sur le plan social, économique ou politique, doivent se faire de manière graduelle, très progressive et constituer davantage une réponse précise à l'évolution des besoins qu'une tentative d'instaurer un ordre nouveau (caractéristique de la gauche aux yeux des conservateurs). Le pivot de cette pensée réside clairement dans la propriété, ce qui suppose une classe importante de propriétaires (fonciers hier, financiers aujourd'hui) dont les intérêts doivent être défendus. Ce concept n'est cependant pas inflexible. En effet, la classe des propriétaires fonciers a été progressivement élargie à des classes intermédiaires, qui ont été incorporées au projet conservateur. Initialement dominé par les grands propriétaires fonciers, le conservatisme a graduellement intégré la bourgeoisie commerciale et industrielle montante. Si le type traditionnel du leader conservateur est un riche possédant issu des meilleures écoles privées, à l'image de David Cameron, le parti a également été dirigé par des leaders issus de milieux populaires, comme la fille d'épicier Margaret Thatcher ou le fils de jardinier Edward Heath. En bref, la méritocratie a toute sa place dans l'idéologie conservatrice.

Sur le plan institutionnel, les conservateurs ont toujours soutenu la souveraineté du Parlement : un gouvernement détenu par le parti majoritaire à la Chambre des communes et un système électoral garantissant que cette majorité est désignée par les urnes¹².

Les considérations sur la nature du Royaume-Uni ont quant à elles évolué. Longtemps considéré comme l'archétype du parti de la centralisation¹³, le Conservative and Unionist Party (« Parti conservateur et unioniste », pour citer son nom intégral) a longtemps combattu la dévolution de pouvoir au Pays de Galles, à l'Écosse et à l'Irlande du Nord, ainsi que les différences de régime existant entre ces parties du royaume. Autrefois défenseurs d'un gouvernement centralisé et commun à l'ensemble du Royaume-Uni, les conservateurs ont évolué et acceptent désormais de conduire des politiques asymétriques au sein du pays. Plus généralement, sur la question du sentiment national, le parti a tenté, à

11. Sur l'idéologie conservatrice en général, voir B. Girvin, *The Right in the Twentieth Century. Conservatism and Democracy*, Londres, Pinter, 1994.

12. Les Britanniques élisent leurs députés au système majoritaire à un tour, au sein de circonscriptions uninominales. Un député peut être élu à la majorité relative, par exemple, en remportant 35 % des voix. C'est le système du *first-past-the-post*.

13. D.-L. Seiler, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980, p. 166-175.

l'image de la droite dans de nombreux autres pays, d'exalter le sentiment patriotique. Mais ce discours est demeuré assez discret¹⁴, et c'est une droite à tendance plus xénophobe qui a exploité ce thème pour se développer (notamment le BNP, voir *infra*).

Sur le plan économique, les conservateurs penchent pour un rôle réduit de l'État dans une économie de marché efficace. Mais, particulièrement durant l'après-guerre, le parti a mené une politique interventionniste, à la manière de la droite gaulliste ou « colbertiste » en France. Ces périodes ont illustré l'ascension (temporaire) de la tendance réformiste du conservatisme au sein du parti avant que le thatchérisme ne marque le retour à la tradition économique de droite.

Quant à la question de la culture et des valeurs défendues par le parti, une vieille plaisanterie décrivait autrefois l'Église d'Angleterre comme « le parti conservateur en prière ». Il est vrai que le parti a longtemps entretenu des liens forts avec l'Église anglicane mais, face à une société de plus en plus sécularisée, il a évolué et accueille en son sein de nombreux athées ou membres d'autres religions. D'une manière générale, la « question religieuse » a été réglée de façon très pragmatique au Royaume-Uni. Dans les années 1820, les lois sur l'émancipation des catholiques ont mis fin à leur interdiction d'accès au gouvernement.

Sur le plan des libertés individuelles et du style de vie, les conservateurs ont longtemps défendu le modèle de la famille nucléaire, mais le parti respecte aujourd'hui d'autres types de structures familiales (notamment l'homosexualité).

Ces éléments idéologiques ont un point commun : leur extrême flexibilité. Sur certaines questions, le parti peut défendre un principe, pour le modifier ou l'abandonner par la suite. Ce comportement illustre le fait que le parti se concentre davantage sur la question du pouvoir : comment le gagner et comment l'utiliser ? Certains considèrent cette flexibilité comme le résultat de divergences internes au parti : l'aile droite s'oppose au changement et l'aile gauche reconnaît la nécessité d'évoluer¹⁵. Selon cette analyse, la droite conservatrice a été incarnée par les dissidents de Robert Peel (aux origines du parti) et par Margaret Thatcher (bien qu'elle ait orchestré des réformes brutales), la « gauche conservatrice » ayant quant à elle été représentée par Benjamin Disraeli, Stanley Baldwin et les chefs de parti de l'après-guerre Harold Macmillan et Edward Heath.

14. Exception faite du courant conservateur associé à J. Enoch Powell, depuis les années 1960 (voir *infra*).

15. T. Russel, *The Conservative Party. Its Policies, Divisions and Future*, Harmondsworth, Penguin, 1978.

Quant à situer le leader actuel dans ce spectre, la tâche n'est pas aisée. David Cameron semble plutôt tenter de maintenir un équilibre entre les deux tendances, comme finalement nombre de ses prédécesseurs.

Il est difficile d'établir précisément les contributions philosophiques qui ont défini la tradition conservatrice. Alors qu'un tel exercice est relativement aisé en ce qui concerne les familles socialiste et libérale, qui s'enorgueillissent de leurs ancêtres, le caractère vague de l'idéologie conservatrice rend cette recherche plus hasardeuse. Cela dit, plusieurs penseurs sont régulièrement cités.

Le premier d'entre eux est Edmund Burke (1729-1797). Whig irlandais (à l'époque où l'Irlande faisait partie de l'Union), Burke a théorisé plusieurs fondements de la pensée conservatrice. Ses écrits pessimistes, inspirés par le contre-exemple de la Révolution française, avertissent du danger d'essayer de déterminer l'évolution sociale par le gouvernement. Pour Burke, la société est un processus biologique fondamentalement imprévisible, fondé sur la propriété et les classes sociales, et dont l'évolution est incontrôlable. Les visions négatives de Burke ont contribué à renforcer la méfiance des conservateurs à l'égard de l'État et d'un gouvernement omniprésent.

Une approche différente a été adoptée par Benjamin Disraeli (1804-1881). Dans ses écrits, celui-ci affirme la nécessité de réformer le parti en l'élargissant et en cooptant les classes moyennes et ouvrières. Ce conservatisme d'une « nation unie » a toujours été l'étendard de la tendance réformiste au sein du parti.

Plus récemment, deux hommes ont marqué les esprits. Dans les années 1960, Enoch Powell (1912-1998) a attiré l'attention des conservateurs sur la question nationale. Souverainiste et ardent opposant à la Communauté économique européenne, Powell a aussi fortement critiqué l'immigration (noire et asiatique) issue du Commonwealth, oubliant que dans les années 1950, en tant que ministre de la Santé, il avait lui-même fortement encouragé les Antillais à venir travailler dans les hôpitaux et les services publics britanniques. Dans ses discours, Powell déclarait que l'immigration affaiblissait la race britannique et prophétisait une guerre ethnique. Le powellisme est, aujourd'hui encore, assez répandu. Il a fortement marqué l'idéologie de droite (bien au-delà du parti conservateur) en mettant l'accent les questions raciales.

Le travail de Keith Joseph (1918-1994) a également contribué à dessiner la pensée conservatrice. Initialement partisan de Heath, l'homme

s'est par la suite converti au néolibéralisme, considérant le consensus d'après-guerre comme un échec. Joseph n'était pas lui-même un grand théoricien, mais il a contribué à populariser les travaux de libéraux comme Hayek et Friedman. Proche de Margaret Thatcher, il a été un élément clef de ses premiers gouvernements, défendant avec ardeur l'économie monétariste et la dérégulation, et s'opposant au développement de l'État-providence (afin de limiter les comportements « irresponsables » de la part des citoyens). Ce personnage austère, surnommé « le moine fou », a fortement marqué le conservatisme moderne, bien qu'ayant surtout amplifié des thèmes déjà montants.

Ces deux penseurs, parmi beaucoup d'autres, ont exercé une grande influence sur l'idéologie du parti. Mais la philosophie conservatrice demeure très éclectique, et fondée sur l'expérience. Pour la comprendre, il est plus opportun de l'étudier par rapport au contexte plutôt que par une approche purement théorique.

LE PARTI CONSERVATEUR AUJOURD'HUI

Au vu de l'actuelle impopularité du parti travailliste, les conservateurs ont préféré rester aussi vagues que possible à propos des politiques qu'ils comptaient mener. Ils veillent surtout à ne pas faire d'erreurs, espérant que les électeurs mécontents de Gordon Brown se tourneront vers eux et les mèneront à la victoire. Cependant, certains grands axes de leur politique peuvent être dégagés.

L'une des grandes difficultés des conservateurs ces dernières années a été de se démarquer des aspects négatifs des années Thatcher. À la fin du règne de la Dame de fer, le parti était perçu par beaucoup comme le « méchant parti » (selon les termes de Theresa May, membre du cabinet fantôme), peu soucieux de l'intérêt du plus grand nombre. David Cameron a fait beaucoup d'efforts pour se débarrasser de cette image et présenter son parti comme étant aussi humain et social que son adversaire travailliste. Certains analystes politiques considèrent que la droite a tenté de s'approprier les sensibilités appartenant traditionnellement à la gauche.

En conséquence, les conservateurs de Cameron ont fait place, bien plus que par le passé, aux discours antiracistes et antidiscrimination, et d'une manière générale au libéralisme culturel, tendances longtemps considérées comme appartenant exclusivement à la gauche. Mais ces changements n'ont pas été acceptés de manière unanime au sein du parti (les membres les plus âgés ont été les plus nombreux à s'y opposer). Cameron n'est

cependant pas parvenu à recruter autant de candidats femmes, ouvriers ou issus des minorités ethniques qu'il l'aurait voulu, bien qu'il ait fortement centralisé le processus de sélection des candidats¹⁶. Le parti conservateur est cependant aujourd'hui plus représentatif de la société britannique contemporaine dans sa diversité qu'il ne l'a jamais été.

En matière socio-économique, la nécessité de réduire le rôle de l'État constitue le leitmotiv des conservateurs. Une grande partie du discours de Cameron impute au gouvernement travailliste, jugé trop interventionniste, les problèmes actuels du Royaume-Uni. Les conservateurs ont par exemple beaucoup critiqué les efforts de Brown pour sauver les banques, qu'il ne pouvait cependant s'agir de laisser déposer leur bilan. Ils ont fait de la réduction de la dette publique leur principal objectif pour les années à venir. Les dépenses publiques seront au cœur de la campagne électorale. La rigueur préconisée par le parti de David Cameron aura-t-elle pour conséquence de freiner la relance économique, comme le pensent les travaillistes, ou bien de telles mesures rassureront-elles les marchés et les organismes créditeurs ?

Les idées de l'aile droite de la formation se font jour dans certains détails du programme conservateur, par exemple la réduction de la taxe sur les héritages (une mesure qui bénéficiera à quelques milliers de ménages). Mais désireux de cultiver leur image de parti social, les conservateurs proposent cependant de maintenir les dépenses de santé et d'aide au développement.

En matière d'éducation, ils ont suivi la voie ouverte par Tony Blair, à savoir l'affaiblissement du système traditionnel d'éducation publique et le développement des établissements à financement privé. Les conservateurs envisagent de développer ces idées, allant jusqu'à permettre à des groupes de parents de diriger eux-mêmes certaines écoles.

Sur les questions de l'immigration et de la sécurité, la tendance est moins libérale. Les conservateurs sont prompts à dénoncer ce qu'ils considèrent comme une immigration excessive, et proposent un système de quotas associé à la création d'une police des frontières. Cette approche est destinée à s'assurer la fidélité des électeurs les plus traditionnels que pourrait désarçonner les nouvelles options sociales du parti conservateur.

16. Il est intéressant de remarquer que la majorité des membres du gouvernement et du cabinet fantôme sont des sujets masculins de race blanche et d'âge moyen, la plupart ayant suivi une éducation à Oxford ou Cambridge. Mais si les élites conservatrices sont principalement issues d'écoles privées, celles du parti travailliste sont pratiquement toutes les produits du système éducatif public. Il serait cependant simpliste de considérer ce contraste comme une opposition entre « privilèges » et « mérite ».

C'est probablement sur le terrain de la politique étrangère et de la défense que les conservateurs ont le plus cherché à se démarquer des travaillistes, bien que le résultat soit discutable. Sur les questions de la défense et de la sécurité, il n'existe pas de différence substantielle entre conservateurs et travaillistes. Les deux formations sont fermement atlantistes, considèrent l'OTAN comme le fondement de la politique de sécurité et perçoivent la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) comme très secondaire : elle est à leurs yeux le moyen d'accomplir les tâches de maintien de la paix et de reconstruction dans lesquelles l'OTAN ne désire pas être impliquée. Moins la PESD développera son autonomie et son efficacité, mieux cela vaudra aux yeux du Royaume-Uni¹⁷. Étant donné les relations étroites du pays avec les États-Unis, il est peu surprenant que les partis conservateur et travailliste aient tous deux massivement voté en faveur de la guerre en Irak et fermement soutenu l'intervention britannique en Afghanistan. Le débat entre les partis ne concerne pas la stratégie, mais plutôt les détails. Les conservateurs reprochent ainsi aux travaillistes l'insuffisance des dépenses d'équipement, responsable selon eux de la mort de soldats britanniques. Ces manœuvres populistes montrent cependant qu'il n'y a pas de réel désaccord sur les questions fondamentales.

C'est donc sur la politique européenne que les conservateurs ont le plus cherché à se distinguer. Au fil des années, le nombre de personnalités proeuropéennes au sein du parti a décliné, Kenneth Clarke étant aujourd'hui le dernier survivant des européens convaincus. De plus en plus de Premiers Ministres et de députés européens britanniques arborent un euroscepticisme agressif. Quelques-uns recherchent activement le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, la majorité étant fermement opposée à une intégration plus poussée et défendant ardemment la souveraineté nationale. Dès lors qu'ils soutiennent une Europe forte économiquement mais faible politiquement, les Britanniques ont tendance à être favorables à son élargissement à des États comme la Turquie. Les conservateurs étaient vigoureusement opposés au traité de Lisbonne et ont promis un référendum national sur ce sujet, même après la ratification du texte par les deux chambres du Parlement. Lorsque les présidents polonais et tchèque ont finalement ratifié le traité, Cameron a été forcé d'admettre que son référendum ne pouvait pas être maintenu

17. D. Hanley, « Préserver les acquis, sans préjuger l'avenir ; la stratégie britannique et l'Europe », in *Défense et Stratégie* no 22, 2010.

mais il a promis de « ne pas en rester là »¹⁸. Cela signifie probablement que le gouvernement de Cameron tentera, après 2010, de « rapatrier » certains domaines politiques confiés à l'Union européenne par les traités précédents (la législation sur l'emploi, certains domaines judiciaires et, éventuellement, la politique de la pêche), c'est-à-dire de les restituer à la compétence nationale. La plupart des experts considèrent que de telles tentatives sont vouées à l'échec, ce qui pousse à se demander pourquoi Cameron les entreprendrait un jour. La réponse est simple : une telle politique lui donnerait l'opportunité d'adopter une position de confrontation avec les institutions européennes, ce comportement pouvant être perçu en interne comme une preuve de son engagement dans la protection de la souveraineté nationale, si chère aux conservateurs. Cette opération peut être considérée comme dépourvue de risque (précisément parce qu'elle est vouée à l'échec), mais c'est sans compter sur l'exaspération qu'une nouvelle obstruction britannique à l'intégration européenne provoquerait chez les partenaires européens du Royaume-Uni. Ces derniers sont en effet soucieux de mettre en place des solutions communes aux problèmes majeurs tels que le changement climatique, l'épuisement des ressources énergétiques ou la crise financière, et n'ont guère l'envie de perdre leur temps à subir des caprices démagogiques.

En réalité, les leaders conservateurs ne sont pas plus viscéralement eurosceptiques que leurs homologues de nombreux États européens. Mais ils sont très attentifs au manque d'enthousiasme que suscite la question européenne au sein de la population britannique, ainsi qu'à la vive hostilité envers l'Europe qui s'exprime dans les journaux appartenant à Rupert Murdoch, dont le soutien est capital pour les politiques britanniques. Le comportement du parti à l'égard de l'Europe est principalement déterminé par des pressions nationales, comme que la montée en puissance de l'UKIP, dont la doctrine violemment antieuropéenne attire les électeurs les plus traditionnels. Afin de conserver cet électorat, les conservateurs se sentent forcés de multiplier les comportements antieuropéens. En réalité, l'évolution de l'Union européenne (libérale dans son orientation économique et de plus en plus intergouvernementale) leur convient tout à fait, et ils savent pertinemment que le traité de Lisbonne ne l'affectera pas. De même, l'adoption de l'euro par le Royaume-Uni n'est absolument pas prévue, alors que son rejet constitue un autre de leurs cris de ralliement souverainistes.

18. Parti conservateur, *Vote for Change. European Electoral Manifesto*, Londres, 2009.

Mais les conservateurs voient leur intérêt électoral dans ces campagnes menées contre un « super État européen » et ils n'hésitent pas à jouer sur les peurs des électeurs. L'exemple le plus spectaculaire en est leur départ du Parti populaire européen (PPE) au Parlement de Strasbourg, au sein duquel les conservateurs étaient pourtant très influents. Depuis plusieurs années, le Parti populaire s'est rapproché de la doctrine conservatrice britannique ; aujourd'hui, il préfère la subsidiarité au fédéralisme, réduit l'importance de son discours social, soutient le libéralisme économique et parle de compétition plutôt que de solidarité¹⁹. Malgré cela, les conservateurs ont choisi de s'en détacher au profit d'une alliance avec un groupe d'euroceptiques (dont certains membres sont des antisémites notoires). La crédibilité d'un tel groupe au sein du Parlement européen sera certainement très faible. Les conservateurs avaient pourtant une réelle opportunité de peser au niveau européen en restant membres du Parti populaire. Le fait que David Cameron soit prêt à sacrifier cette position pour servir la campagne de son parti pour les élections générales révèle la vraie nature de sa politique qui reste entièrement déterminée par des considérations d'ordre interne et par le court terme. Reste à savoir si ses idées changeront s'il accède finalement au gouvernement. En effet, excepté sur le plan de la pure rhétorique, il est improbable que la politique européenne du Royaume-Uni diffère de celle menée par les travaillistes. Sur le fond, conservateurs et travaillistes partagent en effet la même vision minimaliste de l'Europe²⁰.

L'ORGANISATION DU PARTI ET SON RAPPORT AUX MÉDIAS

Le parti conservateur compte actuellement 290 000 adhérents (le parti travailliste, 135 000). La cotisation des membres s'élève à vingt-cinq livres par an, une somme relativement modeste. Pendant de nombreuses années, le parti n'a possédé ni liste centralisée de ses membres ni système propre de cotisation.

L'unité électorale de base est la circonscription, où les associations politiques locales sont traditionnellement puissantes dans la sélection des candidats. David Cameron a ainsi été confronté à nombre d'entre elles lors de son entreprise de centralisation du processus de sélection.

19. D. Hanley, *Beyond the Nation State. Parties in the Era of European Integration*, Basingstoke, Palgrave, 2008, p. 99-114.

20. T. Bale, « Between a soft and a hard place: the Conservative party, valence politics and the need for a new "eurorealism" », in *Parliamentary Affairs*, 59, 2007, p. 385-400.

Les leaders définissent la stratégie du parti. Les dissidents peuvent exprimer leurs désaccords, mais sans qu'on leur prête le plus souvent une grande attention. Si le chef du parti a carte blanche, un échec électoral engendre une punition quasi immédiate. Le leader est désigné à bulletin secret par les membres du parti, à partir d'une liste de candidats dressée par les parlementaires conservateurs.

Après 1997, abandonnés par plusieurs de leurs principaux donateurs, les conservateurs ont dû faire face à une importante baisse de financement. À présent, alors qu'ils semblent à nouveau capables de vaincre les travaillistes, ils peuvent à nouveau compter sur le soutien de plusieurs personnalités. Les principaux donateurs sont le millionnaire Stuart Wheeler (cinq millions de livres) et l'actuel trésorier lord Michael Ashcroft.

Les membres du parti, aux opinions extrêmement diverses, sont parfois regroupés en courants, au degré de visibilité assez variable²¹. Certains analystes distinguent une tendance réformiste (ou de gauche), opposée à une tendance thatcherienne (prônant un libéralisme économique pur et dur). De manière générale, plus on descend dans la hiérarchie du parti, plus les conservateurs sont eurosceptiques.

La formation bénéficie également du soutien de nombreux *think tanks*, qui se sont développés au Royaume-Uni sur le modèle des organisations américaines que sont The Cato ou Heritage Institution. Ils ne sont pas tous formellement liés au parti, mais leurs orientations idéologiques sont claires et leur influence est sensible. Ainsi l'Adam Smith Institute et l'Institute of Economic Affairs ont-ils apporté une forte impulsion à l'économie néolibérale depuis les années 1970, tout comme le plus modeste Selsdon Group présidé par John Redwood, un champion de la droite néolibérale et nationaliste. La force la plus importante est probablement le Centre for Policy Studies, créé par Margaret Thatcher et Keith Joseph en 1974, et à l'origine de la campagne monétariste. Le Policy Exchange, dernier-né des *think tanks*, tente quant à lui de tirer les conservateurs vers une politique plus décentralisée, davantage fondée sur la société civile. Enfin, le Centre for Social Justice de Iain Duncan-Smith traite des problèmes urbains et de la pauvreté, reflétant la sensibilité chrétienne propre à sa variante particulière du conservatisme.

Le parti ne possède aucun journal, mais bénéficie du soutien de la plupart des quotidiens. Le *Daily Telegraph* et le *Times* ont tendance à

21. Les principales factions réformistes sont le Bow Group et le Tory Reform Group. Les groupes thatcheriens les plus importants comprennent No Turning Back, Conservative Way Forward et, pour les eurosceptiques, le Bruges Group. Les traditionalistes se réunissent dans le Cornerstone Group.

refléter un point de vue conservateur traditionnel, le *Daily Mail* cible les classes moyennes avec sa variante particulière du thatchérisme, et le *Daily Express* adopte un ton légèrement plus nationaliste. En ce qui concerne la presse populiste, le *Sun* soutient à nouveau les conservateurs, dès lors que son propriétaire Rupert Murdoch a jugé que le nouveau parti travailliste n'était plus digne de confiance après le départ de Tony Blair. Le *Spectator* est la principale revue dans laquelle les conservateurs discutent des questions d'actualité.

L'ÉLECTORAT CONSERVATEUR

Derrière l'apparente alternance bipartite propre au Royaume-Uni, un seul parti a en réalité conservé le gouvernement bien plus que les autres au cours de l'histoire²² : le parti conservateur. Il a été le parti dominant de 1783 à 1832, a ensuite laissé place à une suprématie des whigs-libéraux pendant un demi-siècle, puis a retrouvé une place prépondérante de 1886 à 1992. On peut considérer les années qui vont de 1992 à aujourd'hui comme une période de transition. Les travaillistes n'ont jamais gouverné durant une aussi longue période et exercé une telle suprématie. La force historique des conservateurs se voit au fait que de 1834 et 1945, soit cent onze ans, ils ont occupé le pouvoir (en général seuls) pendant soixante ans, formant vingt-deux des trente-sept gouvernements qui se sont succédé durant cette période²³.

Logiquement, pour un parti dont la mission originelle était de représenter les propriétaires terriens, les bastions du conservatisme ont toujours été situés à la campagne, particulièrement dans le quart sud-est de l'Angleterre. Mais lorsque l'industrie est devenue la première source de richesse, les conservateurs ont adopté un profil plus urbain afin de capter les votes de la bourgeoisie montante des grandes villes. Des régions traditionnellement libérale, telles que celle de Birmingham et les Midlands de l'Ouest, les ont alors rejoint. Illustrant cette évolution globale, la grande famille Chamberlain de Birmingham a fondé un groupe indépendant de « libéraux unionistes » et s'est détachée des libéraux pour rejoindre les conservateurs.

La préférence impériale (un système économique basé sur des investissements outre-mer croissants) allait créer suffisamment d'emplois pour

22. Pour une analyse des forces conservatrices sur le long terme, voir J. Ross, *Thatcher and Friends. The Anatomy of the Tory Party*, Londres, Pluto, 1983, p. 56-82.

23. Pour une liste complète, voir R. Blake, *op. cit.*, p. 368-370.

Tableau 1 : Les élections générales britanniques depuis 1945.
 En % des votes exprimés (le nombre de sièges est entre parenthèses)
 (en *italique* = conservateurs au gouvernement).

Années	Participation	Conservateurs	Travailleurs	Libéraux	Ecart de sièges entre majorité et opposition
1945	72,8	39,7 (210)	47,7 (393)	9,0 (12)	146
1950	83,9	43,3 (297)	46,1 (315)	9,1 (9)	5
1951	82,6	48,0 (321)	48,8 (295)	2,6 (6)	<i>17</i>
1955	76,8	49,6 (344)	46,4 (277)	2,7 (6)	<i>60</i>
1959	78,7	49,4 (365)	43,8 (258)	5,9 (6)	<i>100</i>
1964	77,1	43,3 (303)	44,1 (317)	11,2 (9)	4
1966	75,8	41,9 (253)	47,9 (363)	8,5 (12)	96
1970	72,0	46,4 (330)	43,0 (287)	7,5 (6)	30
Fév 1974	78,8	37,8 (297)	37,2 (301)	19,3 (14)	(- 34)*
Oct 1974	72,8	35,7 (276)	39,3 (319)	18,3 (13)	3
1979	76,0	43,9 (339)	36,9 (268)	13,8 (11)	43
1983	72,7	42,4 (397)	27,6 (209)	25,4 (23)	144
1987	75,3	42,2 (375)	30,8 (229)	22,6 (22)	<i>102</i>
1992	77,7	41,9 (336)	34,4 (271)	17,8 (20)	21
1997	71,4	30,7 (165)	43,2 (418)	16,8 (46)	179
2001	59,4	31,7 (166)	40,7 (412)	18,3 (52)	167
2005	61,5	32,3 (198)	35,2 (355)	22,1 (62)	66

* Gouvernement travailliste minoritaire.

rallier une part significative de la classe ouvrière au projet conservateur. Plus tard, les villes du textile du Lancashire seront conquises. Mais les conservateurs ont toujours eu une faible influence dans le Yorkshire et le Nord-Est, anciennes zones d'exploitation minière et de manufacture. Le conservatisme, fleurissant en Écosse avant 1914, a également décliné au fil du temps. Le parti n'a jamais obtenu de résultats élevés au Pays de Galles, où les zones rurales sont restées fidèles à la tradition libérale et où les vallées minières du sud constituent le berceau du parti travailliste.

Depuis les années 1950, malgré un bref renouveau sous Thatcher, le conservatisme a perdu du terrain dans le nord de l'Angleterre, dans les grandes villes, ainsi qu'en Écosse et au Pays de Galles. Le thatchérisme a constitué une expérience déterminante pour ces deux nations qui, se sentant délaissées par Londres, se sont tournées vers le parti travailliste ou les partis nationalistes, souscrivant avec enthousiasme à l'idéologie de la décentralisation. Ce phénomène est une bonne illustration de la division centre-périphérie évoquée au début de cet article : au Royaume-Uni, le centre, c'est le sud-est du pays, alors que le nord et les nations celtiques constituent la périphérie. Cette division nord-sud trouve son expression dans une forte réalité sociale.

Le parti conservateur est donc la formation dominante des petites villes rurales d'Angleterre et parvient parfois à s'imposer dans les autres régions. Lorsque cela arrive, les conservateurs remportent les élections générales. En 2010, afin de gagner la majorité à Westminster, le parti devra progresser en Écosse, au Pays de Galles et dans les grandes villes. Il lui faudra également conquérir un grand nombre de sièges « semi-urbains » aujourd'hui détenus par les travaillistes, dont l'électorat est constitué par la population de grande banlieue travaillant dans les centres urbains.

Sur le plan sociologique, les conservateurs ont toujours été soutenus par les classes sociales supérieures, les classes moyennes et les employés de bureau. La proportion de ces classes dans son électorat réel a toujours été très importante. À l'inverse, les conservateurs recueillent généralement de très faibles résultats auprès des travailleurs manuels qualifiés, peu qualifiés et non qualifiés. Une des clefs de la victoire de Margaret Thatcher a résidé dans sa capacité à accroître le vote conservateur au sein de ces catégories socioprofessionnelles en leur concédant des avantages, comme la possibilité d'acheter des logements sociaux à bas prix ou des actions dans les services publics qu'elle privatisait. Pour l'emporter en 2010, David Cameron devra également rallier à lui une partie de ces groupes sociaux.

À la veille des élections européennes de juin 2009, une enquête d'opinion avait montré que l'électorat du parti conservateur britannique était semblable à celui de ses homologues continentaux²⁴. Le parti possède une avance de cinq points dans les classes sociales supérieures, particulièrement parmi les chefs d'entreprise. Il domine chez les électeurs dont le revenu est supérieur au revenu médian. Parmi les ouvriers peu ou pas qualifiés, il accuse un retard de cinq points par rapport à la moyenne

24. Enquête YouGov réalisée du 29 mai au 4 juin 2009 sur les élections européennes.

nationale. Enfin, il est la première formation chez les employés du secteur privé (cinq points au-dessus de la moyenne), mais est à la peine parmi ceux du secteur public.

Il est intéressant de noter qu'une large proportion des électeurs conservateurs lisent la presse à sensation (*The Sun*), les quotidiens des classes moyennes (*The Daily Mail*) ou les grands journaux de droite comme le *Times* ou le *Telegraph*. Le vote conservateur possède donc une forte dimension idéologique.

L'UNITED KINGDOM INDEPENDENCE PARTY (UKIP)

L'United Kingdom Independence Party (« Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni ») est l'expression la plus accomplie de l'opposition britannique à l'intégration européenne. Il illustre d'une autre manière le clivage centre-périphérie en cherchant à préserver la souveraineté de la nation britannique et à l'empêcher de devenir la périphérie d'un nouveau centre que constituerait Bruxelles. Fondé en 1993 par l'historien Alan Sked, l'UKIP a d'abord été éclipsé par le Referendum Party du financier James Goldsmith, puis s'est fait une place, modeste, lors des élections générales et européennes. Il a toutefois fait perdre plusieurs sièges aux conservateurs lors du scrutin de 1997.

La percée de l'UKIP date des élections européennes de 1999. La formation a remporté trois sièges au Parlement européen, un résultat qu'elle améliorera lors des élections suivantes, en 2004. L'UKIP n'a cependant jamais obtenu de résultats encourageants aux élections générales et son pouvoir reste faible à l'échelle nationale²⁵. Il place ses efforts dans son travail au Parlement européen, où il défend bruyamment, de manière provocante et parfois avec un impact médiatique considérable, le retrait britannique de l'Union européenne. L'UKIP est le principal groupe politique de la coalition eurosceptique connue sous le nom d'Europe Libertés Démocratie.

Comme tous les partis modestes, l'UKIP est enclin aux querelles de leadership entre ses différents courants et a connu plusieurs changements de leader au cours des dernières années. Il a brièvement joui de la présence en son sein du présentateur de télévision et ancien parlementaire travailliste Robert Kilroy Silk, bien que la fidélité au parti de ce dernier n'ait pas survécu longtemps à son élection au Parlement européen en 2004. La plupart des leaders de l'UKIP ont un passé conservateur, y

25. Lors des élections de 2001, par exemple, l'UKIP a présenté 420 candidats et a recueilli 1,5 % des suffrages.

compris le leader actuel lord Pearson. Plus de 60 % des membres du parti conservateur sont favorables à la position antieuropéenne de l'UKIP. Le millionnaire Stuart Wheeler, qui a fait don de plusieurs millions de livres aux conservateurs, se déclarait prêt à offrir cent mille livres à l'UKIP en mars 2009 afin d'encourager le sentiment eurosceptique de Cameron.

Si la politique principale de l'UKIP est centrée sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, le parti souhaite également « protéger les valeurs conservatrices et libérales », selon les termes de son ancien leader Nigel Farage. L'UKIP possède une vision néolibérale de l'économie, soutient la dérégulation, la baisse des impôts et l'abolition de la taxe sur les héritages. En matière d'éducation, le parti encourage le développement des écoles privées. Sur le plan des libertés individuelles, il est fermement opposé à l'introduction de la carte d'identité biométrique au Royaume-Uni, qu'il dénonce comme un instrument totalitaire.

En bref, l'UKIP séduit la branche conservatrice traditionnelle et représente une réelle concurrence électorale pour le parti conservateur au niveau européen. Cependant, le système du scrutin majoritaire à un tour (*first-past-the-post*) utilisé pour les élections générales lui rend la tâche très difficile lorsqu'il s'agit de gagner des sièges au Parlement national. Le mieux qu'il puisse faire est d'exercer une pression sur les conservateurs. À en juger par les positions récentes de Cameron sur la question européenne, il est assez efficace. Les Britanniques savent parfaitement utiliser leur système électoral : 15 % d'entre eux peuvent voter pour l'UKIP lors d'une élection secondaire, mais il s'agit alors pour eux d'envoyer un message eurosceptique aux grands partis, notamment aux conservateurs. Lors des élections générales, les résultats de l'UKIP se situent plutôt entre 1 % et 2 % des suffrages.

Certaines personnes associent l'UKIP au British National Party (BNP), mais un tel rapprochement est quelque peu infondé, car l'UKIP ne développe pas une idéologie raciste comme le fait le BNP et possède même de nombreux dirigeants et candidats issus de minorités ethniques. La formation est beaucoup plus liée à une ancienne branche du conservatisme, à laquelle elle a ajouté une dimension antieuropéenne. L'extrême droite populiste est une entité politique totalement différente.

LE BRITISH NATIONAL PARTY (BNP)

En Grande-Bretagne, l'extrême droite a toujours été faible et marginale. Dans les années 1930, la British Union of Fascists (« Union britannique

des fascistes »), fondée par l'ancien ministre travailliste Oswald Mosley, a tenté de copier la politique de Benito Mussolini. Elle n'est pas parvenue à percer électoralement, mais les extrémistes nostalgiques ont préservé la tradition fasciste au-delà de 1945, avant d'intégrer le National Front (« Front national »), qui a joui d'une certaine visibilité lors des périodes de difficultés économiques du gouvernement travailliste des années 1970. Le British National Party (« Parti national britannique ») est né en 1980 d'une rupture avec le National Front effectuée sous la direction de John Tyndall. Depuis 1995, il est dirigé par Nick Griffin, un diplômé de droit de Cambridge, qui a tenté d'adoucir l'image du parti, réfutant l'étiquette de fasciste à laquelle il préfère celle de nationaliste. Le BNP prône la suprématie de l'homme blanc et l'expulsion des immigrants du Royaume-Uni. Sa politique économique est rigoureusement anti-capitaliste et antieuropéenne. Formation autoritaire, le BNP défend une Grande-Bretagne chrétienne, qu'il considère menacée par l'immigration islamique. Certains de ses leaders ont proféré des propos ouvertement antisémites et négationnistes.

Le succès électoral du BNP est resté très modeste (avec seulement deux représentants au Parlement européen en 2009) et le nombre de ses électeurs décline depuis 2004. Il recueille ses résultats les plus élevés dans les zones de déclin industriel (East London et les villes manufacturières du Lancashire) où l'immigration asiatique est forte. En 2009, l'électeur type du BNP était un homme, blanc, travailleur manuel et généralement ancien électeur travailliste. Le BNP ne représente aucune menace aux élections générales (0,7 % en 2005) et reste l'instrument d'un vote de protestation. C'est un parti typique d'extrême droite (semblable au Front national français ou au Vlaams Belang belge) qui, ne promouvant plus l'idéologie fasciste avec autant d'enthousiasme que jadis, parvient à s'assurer une modeste survie politique en exploitant, lors des périodes économiques difficiles, certains problèmes qu'il impute à l'immigration. Son avenir semble peu prometteur, car les conservateurs ont suffisamment d'habileté pour orienter légèrement leur discours vers les thèmes développés par le BNP, comme l'ont fait Nicolas Sarkozy (avec le Front national) en 2007 ou Margaret Thatcher en 1979²⁶.

26. Pour une analyse académique du BNP, voir N. Copsey, *Contemporary British Fascism. The BNP and the Search for Legitimacy*, Basingstoke, Palgrave, 2009. Un point de vue de gauche sur l'activité quotidienne du BNP est donné par l'organisation Searchlight.

LA DROITE BRITANNIQUE AUJOURD'HUI

Le système électoral britannique implique qu'une bonne moitié des sièges de la Chambre des communes ne change que très rarement de main. Par conséquent, même s'il subissait un important revers, le parti travailliste conserverait environ deux cents sièges (sur six cent cinquante), grâce à ses bastions d'Écosse, du Pays de Galles et du nord de l'Angleterre. La différence se fait donc sur une centaine de sièges, localisés principalement dans le nord-est, les Midlands et entre le sud et l'ouest de l'Angleterre. Ces sièges sont la principale cible des conservateurs, qui leur consacrent une grande part de leur activité politique. Leur électorat rassemble majoritairement des électeurs appartenant à la classe moyenne. Alors que son vote détermine l'issue des élections générales, ce groupe social fait preuve d'une certaine inconstance électorale. À partir du milieu des années 1990, le parti travailliste a capté la plupart des votes de ces classes moyennes qu'il est parvenu à fidéliser en les convaincant qu'il n'existait aucune contradiction entre leurs intérêts et une certaine dose de justice sociale, sous-tendue par de solides services publics. Maintenant que les classes moyennes ont perdu confiance dans le parti travailliste, il revient aux conservateurs de réaliser le même exercice. Mais la tâche n'est pas aisée. Rassurer ces classes moyennes en affirmant la nécessité de protéger le service public n'est pas chose facile lorsque l'on insiste, par ailleurs, sur le besoin impératif de diminuer drastiquement les dépenses publiques. De même, les homélies sur l'égalité et la non-discrimination sonnent étrangement lorsqu'elles sont associées à la promesse d'accorder des privilèges fiscaux aux couples mariés. Enfin, le discours social chaleureux et accueillant de David Cameron s'accorde mal avec la vigueur déployée contre l'immigration et la volonté affichée d'adopter des politiques répressives plus sévères. Ne serait-ce qu'en matière de communication, les interventions médiatiques courtoises et soignées de Cameron jurent avec le discours grossier et violemment anti-travailliste d'Andy Coulson²⁷, directeur de la communication auprès du leader conservateur. Même le thème le plus persistant chez Cameron – la nécessité de réhabiliter la société civile face au Moloch du gouvernement omnipotent – est très ambigu. Une telle idéologie peut être utilisée

27. Coulson peut être considéré comme le double d'Alastair Campbell, ancien journaliste issu de la presse populiste et directeur de la communication de Tony Blair. Campbell était probablement l'un des membres les plus puissants du cercle rapproché de Blair.

par des réformistes aux aspirations libérales, mais également par des défenseurs traditionnels de l'abaissement des taxes et de la réduction des dépenses publiques. Toutes ces ambiguïtés témoignent de la recherche d'un compromis entre la nécessité de faire appel aux valeurs anciennes (et donc aux électeurs traditionnels) et le besoin de toucher une plus grande proportion des classes moyennes.

Originaire d'un milieu conservateur classique (famille issue de la petite noblesse, études à Eton, puis à Oxford), Cameron affiche l'attitude pleine d'assurance propre à sa classe et, en tant qu'ancien conseiller en relations publiques, il est bien meilleur que Gordon Brown en matière de communication. Les travaillistes tentent de l'attaquer sur son origine « huppée », mais il est difficile de savoir à quel point ce facteur est déterminant sur le plan électoral. Les électeurs perçoivent probablement une certaine superficialité et un manque de substance derrière l'image qu'il cherche à donner, et Cameron risque ainsi d'être vu comme une version bis du très charismatique Tony Blair, qui excellait en effet en matière de communication mais dont la politique se révélait souvent décevante. Il est possible que les électeurs s'attachent à nouveau à un leader de ce type.

Quel sera donc le résultat des élections de 2010 ? Les prévisions varient, certaines donnant à Cameron une majorité suffisante, alors que d'autres pronostiquent un Parlement sans majorité (*hung Parliament*). Si ce dernier scénario se réalise, le rôle des libéraux sera crucial, car cela signifiera qu'ils ont au minimum conservé leurs soixante sièges. Il y a cinq ans, sous la direction de l'Écossais catholique Charles Kennedy, social-démocrate par nature, un marché avec les conservateurs aurait été impensable. Mais, cette année, l'Anglais du Sud Nick Clegg a guidé son parti vers des positions économiques beaucoup plus néolibérales et il lui faudrait être particulièrement « effronté » pour rejeter une alliance avec les conservateurs, surtout si ceux-ci sont le premier parti du royaume. Le dernier gouvernement libéral remonte à 1924. Le matin du 7 mai, le téléphone de Clegg va probablement beaucoup sonner...

La droite britannique est entièrement, et depuis toujours, dominée par le parti conservateur pour qui l'UKIP et le BNP ne représentent que des nuisances bénignes, qui finalement apaisent le ressentiment des électeurs insatisfaits lors des élections de second ordre. Depuis presque deux siècles, les conservateurs sont la seule formation de droite à avoir jamais gouverné le Royaume-Uni. Ils possèdent leurs tensions et leurs débats internes, mais ils ont toujours su produire une synthèse efficace entre les orientations politiques défendues par leurs différents courants. En

2010, nous ne devrions pas assister à l'émergence d'idées neuves de leur part, mais davantage à une campagne électorale habile, notamment sur le plan de la communication. Le succès de David Cameron est probable. Et au vu de l'histoire, il n'est pas surprenant que les manuels scolaires continuent de citer les conservateurs comme le meilleur exemple de « parti de gouvernement ».

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau,
septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La Lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

(coll.), janvier 2009, 18 pages

SOUTENEZ LA FONDAPOL

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondapol les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 20 000€, vous pourrez déduire 12 000€ d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000€ à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000€, de 75 % de vos dons versés.

Dans le cas d'un don de 1 000€, vous pourrez déduire 660€ de votre IR ou 750€ de votre ISF. Pour un don de 5 000€, vous pourrez déduire 3 300€ de votre IR ou 3 750€ de votre ISF.

Contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

Une fondation libérale, progressiste et européenne

La **Fondation pour l'innovation politique** offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondapol privilégie trois enjeux : **la croissance économique, l'écologie et les valeurs**.

Le site www.fondapol.org met à la disposition du public la totalité de ses travaux ainsi qu'une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques (Politique 2.zéro).

La **Fondapol** est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

fondapol

11, rue de Grenelle
75007 Paris – France
Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00
contact@fondapol.org



ISBN : 978-2-917613-44-3

3 €